

ABOLITION DE LA PEINA DE MORT

Dr. Erdoğın TEZİÇ
de la Faculté de Droit à
l'Université d'Istanbul

On a beaucoup parlé jusqu'à présent des peines de mort et plusieurs auteurs ont écrit des oeuvres différentes à ce sujet. La peine de mort est une question qui, outre à être considérée pas seulement par les juristes et par ceux qui exercent des activités différentes, a en même temps atteint des dimensions qui intéressent à peu près tout le monde. Comme dans le passé, les divergences d'opinion entre ceux qui sont favorables et ceux qui sont contraires à cette peine sont très fréquentes même aujourd'hui. On peut dire que difficilement on peut trouver un autre sujet qui puisse faire réfléchir les hommes en tous ses aspects différents comme la peine de mort.

Ceux qui sont favorables et ceux qui sont contraires à la peine de mort, cherchent une réponse à cette question se basant sur différents points de vue. Sans nous arrêter sur ces points, nous devons nous demander d'abord cette question: est ce que la peine de mort est vraiment une peine? Puisque un des buts essentiels de la peine est la correction du coupable, penser à la peine de mort comme une peine peut susciter des discussions. Parceque la question: "qui doit être corrigé par cette peine" reste sans réponse.

Ce qui est important, dans l'inclination moderne du Droit Pénal, c'est le fait que les peines doivent se conformer à la morale et à l'honneur. l'Objectif est de corrigen la coupable, de l'améliorer et de le réjoindre à la société. C'est pour cette raison que, dans les nouvelles Constitutions, se trouvent des normes concernantes les caractéristiques de la peine. Par exemple l'article 27 de la Constitution italienne

datée 1947 précise: "Les peines ne peuvent comporter des actions contraires aux sentiments de l'humanité et doivent avoir pour objectif la ré-éducation du condamné. La peine de mort peut être appliquée seulement dans les cas prévus par les lois militaires en cas de guerre". D'autre part l'article 102 de la Constitution de la République de l'Allemagne Fédérale datée 1949 précise: "La peine de mort est abolie". Le dernier paragraphe de l'article 14 de la Constitution Turque datée 1961, déclare qu'on ne peut pas appliquer des peines contraires à la dignité de l'homme. Après cette brève exposition sans entrer dans les détails trouver dans la peine de mort la caractéristique de peine peut difficilement s'accorder à la conception moderne de la peine. Condamner un coupable à la mort n'est pas une peine mais son anéantissement. Ceux qui se penchent au sujet par ce point de vue affirment que la peine de mort est une peine indivisible, qu'elle n'est pas convenable à l'individualisation de la peine selon les caractéristiques des coupables et en indiquant qu'il n'y aura aucune possibilité de retirer la peine dans le cas où, soit une faible possibilité, on peut découvrir une erreur quelconque dans l'application de la peine, déclarent qu'il n'est pas même nécessaire de rechercher si cette peine est "légale" ou non.

Examinant la question dans le droit positif turc, on aperçoit que la peine de mort se trouve dans l'article 11 du Code Pénal qui classifie les peines. Dans le procès en annulation actionné en 1963 au Tribunal Constitutionnel, on a demandé l'annulation de la peine de mort citée dans l'article 11 du Code Pénal turc étant contraire à l'article 14 de la Constitution qui reconnaît le droit de vivre et pour le motif qu'elle endommage l'essence de l'immunité de la personne. Le Tribunal Constitutionnel dans le motif du jugement précise: "En acceptant ce point de vue, on doit de même accepter que

pas seulement la peine de mort, mais même la peine de reclusion à vie et aussi les peines de reclusion à longue durée et d'exil sont contraires à la Constitution, puisqu'elles endommagent l'essence de la liberté personnelle... D'autre part la Constitution, qui garantie dans le premier paragraphe de l'article 14 les droits de vivre, d'évoluer l'existence matérielle et morale et les libertés de la personne qui sont les principaux droits et libertés, dans le paragraphe suivant précise que ce droit, exprimé avec les termes de l'immunité et la liberté de la personne qui sont les principes généraux, n'est pas absolu et qui peut être restreint dans le cas où la vie sociale le rends nécessaire et à condition qu'il soit indiqué dans la loi et qu'il soit basé à la sentence du juge et, malgré qu'elle a interdit le supplice et la torture et l'application des peines qui ne sont pas conformes à la dignité de l'homme, elle n'a pas touché la peine de mort... D'ailleurs, l'explication donné dans l'article 64 de la Constitution que le droit de décider sur l'exécution des peines de mort prononcées par les Tribunaux et devenues définitives appartient à la Grande Assemblée Nationale de la Turquie, est la démonstration précise que la Constitution a conservé et approuvé la peine de mort écrite dans l'article 11 du CÔde Pénal Turc. (E.1963/207, K.: 1963/175 date de la Sentence 1.7.1963 Revue des Sentences du Tribunal Constitutionnel - No.1 pages 294 - 297).

Dans sa décision de principe relative à l'essence des libertés, le Tribunal Constitutionnel avait déclaré que les normes qui interdisent clairement l'exercice d'un droit ou d'une liberté, ou qui, même dans une manière close, aggravent leur exercice et empêchent leur but, avaient la caractéristique d'anéantir l'essence d'une liberté.

(E.1962/208 K. 1963/1 date de la sentence 4.1.1963 Revue des Sentences du Tribunal Constitutionnel No.1 page 61).

Dans l'examen si la peine de mort est contraire ou non à la Constitution, le Tribunal Suprême surait agi plus justement et plus sensément s'il avait fait une valutation totale des principes indiqués dans l'article 14 de la Constitution, c'est à dire du "droit de vivre", de "l'interdiction des supplices et des tortures" et de la "prohibition des peines qui ne sont pas conformes à la dignité de l'homme". Naturellement la jurisprudence du Tribunal Constitutionnel peut changer et n'a pas un caractère obligatoire pour les décisions à l'avenir du Tribunal Suprême. Du reste, le Tribunal Constitutionnel a donné des décisions sur d'autres sujets, en résolvant la question de la question de la contrariété à la Constitution, qui ont changé sa jurisprudence, même dans la même année.

L'occasion d'examiner pour la deuxième fois la contrariété de la peine de mort à la Constitution s'était présentée seulement en 1972. Le Tribunal Constitutionnel avait examiné cette loi datée 17.8.1972 et no 1576 concernant l'application de la peine de mort acceptée dans les conditions politiques exceptionnelles de ces jours en Turquie seulement sous le point de vue de la forme et avait décidé d'annuler cette loi, car le comportement contraire aux Reglementations Internes des Assemblés Législatives entraînait la contrariété de la loi en question à l'article 85 de la Constitution et en outre il n'avait pas examiné le fondement. (E.1972/13, K.1972/18 date de la sentence 6.4.1972 Revue des Sentences de Tribunal Constitutionnel No.10 pages 273 - 293).

En considérant l'inclusion de la peine de mort dans le Cōde Pénal Turc il est difficile de parler d'un soutient constitutionnel de la peine de mort, étant présente la norme qui détermine que le droit de décider sur l'exécution des peines de mort que les Tribunaux prononcent appartient à la

Grande Assemblée Nationale Turque, question traitée dans l'article 64 de la Constitution. C'est à dire que l'article 64 de la Constitution rends nécessaire comme condition complémentaire pour l'exécution des peines de mort, la décision de la Grande Assemblée Nationale Turque à ce sujet par une loi différente. Si non, dans le cas où il sera nécessaire d'enlever la peine de mort par le Cōde Pénal Turc avec un changement de loi, il ne soulevra pas la question de contrariété à la Constitution.

Dans d'autres termes l'articles 64 de la Constitution ne comporte pas l'obligation au législateur d'inclure la peine de mort dans le Cōde Pénal comme in ordre constitutionnel et de donner une place même à la peine de mort pendant la classification des peines.

L'inclusion ou non de la peine de mort dans la législation d'un pays, est en vérité un question qui ne peut pas être résolu en dehors des tendances de la voix publique. Outre quelques tentatives effectués dans un cadre très restreint d'intellectuels, au sujet de l'annulation de la peine de mort, on ne peut pas affirmer que des efforts sérieux et continuels ont été entrepris pour former une voix publicui qui puisse réaliser l'abolition de la peine de mort. Nous voulons espérer que dans le 100.eme anniversaire de la fondation du Barreau d'Istanbul, les premiers pas vers ce tentative seront faits, et que l'abolition de la peine de mort sera réalisée, dans le plus bref délai sans aucune distinction entre crime "ordinaire" et crime "politique?".

AUFHEBUNG DER TODESSTRAFE

Dozent Dr.Erdoğan Teziç

Juristische Fakultät der Universität Istanbul

Betreff Todesstrafen wurde bis heute sehr vieles gesagt und durch Schriftsteller sehr vieles geschrieben. Das Thema Todesstrafen ist nicht durch Juristische aufgenommen worden sondern auch durch Personen, die in verschiedenen Branchen tätig sind, ja es interessiert fast jeden. Die Diskussionen zwischen denen, die für die Todesstrafe sind, und denen, die die Todesstrafe ablehnen, sind wie in der Vergangenheit auch heute sehr verbreitert. Es ist nicht übertrieben, wenn gesagt wird, dass es sehr wenige Themen gibt, die die Menschen in so verschiedenen Aspekten denken lässt, wie die Todesstrafe.

Diejenigen, die gegen die Todesstrafe sind und die die dafür sind suchen diesbezüglich im Rahmen verschiedener Ansichten eine Lösung zu finden. Ohne darauf näher einzugehen muss folgende Frage gestellt werden: Handelt es sich bei der Todesstrafe wirklich um eine Strafe? In Anbetracht des Sachverhalts, dass eines der Hauptziele der Strafe die Besserung des Schuldigen ist, ist es ein Thema der Diskussion, die Todesstrafe als Strafe zu sehen. Die Frage, wen diese Strafe bessert, bleibt nämlich unbeantwortet.

Das wichtige bei der zeitgenössischen Tendenz im Strafrecht ist, dass die Strafen in Beziehung zu der Moral und der Menschenehre gesetzt werden können. Das Ziel ist, dass der Schuldige sich bessert, er nach und nach verbessert wird und für die Gesellschaft gewonnen wird. In den neuen Verfassungsbewegungen nehmen deswegen Regeln über die Merkmale der Strafe einen Platz ein. Es heisst z.B. in Artikel 27 der italienischen Verfassung von 1947: "Die Strafen dürfen nicht Verhalten beinhalten, die gegen die menschlichen Gefühle

sind und die Strafen müssen in der Richtung sein, dass der Verurteilte erneut geschult wird. Ausser Situationen, die in militaerischen Gesetzen in Zusammenhang mit dem Krieg vorgesehen sind, kann keine Todesstrafe verhaengt werden". Darüberhinaus steht in Artikel 102 der Verfassung der Bundesrepublik Deutschland von 1949 ganz klar: "Die Todesstrafe wurde abgeschaffen". Im letzten Absatz des Artikels 14 der türkischen Verfassung von 1961 wird die Regel aufgestellt, dass keine Strafe verhaengt werden kann, die nicht mit der Menschenwürde in Einklang gebracht werden kann. Nach dieser kurzen Aufklärung, die nicht die Details berührt, ist es sehr schwer bei der Todesstrafe ein Strafmerkmal zu sehen und sie mit der zeitgenössischen Strafanschauung in Einklang zu bringen. Eine schuldige Person zum Tode zu verurteilen, ist nicht ihn bestrafen sondern ihn vernichten. Personen, die dieses Thema aus dieser Sicht sehen erklären, dass die Todesstrafe eine unteilbare Strafe ist, dass es nicht möglich ist, je nach den Besonderheiten der Schuldigen, die Strafe auf den einzelnen anzuwenden, dass bei Verhängung dieser Strafe, es nicht möglich ist, die Strafe aufzuheben, wenn bekannt wird, dass ein Fehler vorgenommen worden ist und finden es nicht einmal notwendig, zu überprüfen, ob die Strafe "legal" ist oder nicht.

Wenn dieses Problem im positiven Türkischen Recht betrachtet wird, so ist zu erkennen, dass in Artikel 11 des Strafgesetzbuches, der die Strafen gliedert, die Todesstrafe aufgeführt ist. Bei der Aufhebungsklage beim Verfassungsgericht im Jahre 1963, war beantragt worden, dass die in Artikel 11 des türkischen Strafgesetzbuches aufgeführte Todesstrafe aufgehoben wird, mit der Begründung, dass diese Strafe gegen Artikel 14 ist, der das Lebensrecht gewahrt und dass sie das Prinzip der Unantastbarkeit der Person verletzt. Das Verfassungsgericht gab in seiner Urteilsbegründung folgendes an: "Bei Akzeptierung dieser Anschauung ist nicht nur die Todesstrafe gegen die Verfassung sondern auch die schwere

Gefaengnisstrafe und die Verbannungsstrafe, da sie die Freiheit des Einzelnen berührt... Die Verfassungsmacher, die mit Artikel 14 Absatz 1 das Lebensrecht, das Recht zur Weiterentwicklung des geistigen und sachlichen Wesens und die Freiheit der Person unter Garantie stellten, erklären im folgenden Absatz, dass in Zusammenhang mit diesen Rechten und Freiheiten, die mit Unantastbarkeit der Person und Freiheit ausgedrückten Rechte nicht absolut sind, und dass sie bei Situationen, bei denen es das gesellschaftliche Leben erfordert, unter ausdrücklicher Bezeichnung im Gesetz und durch Stützung auf ein richterliches Urteil eingeschränkt werden können. Folterung, Quälung sowie Erlassen von Strafen, die nicht mit der Menschenwürde in Einklang gebracht werden können, sind zwar verboten, die Todesstrafe wird aber auch hier nicht berührt... Mit Artikel 64 der Verfassung wird der Grossen Nationalversammlung die Befugnis gegeben, über den Vollzug der durch Gerichte verhängten und rechtsgültig gewordenen Todesstrafen zu entscheiden, was der grösste Beweis ist, dass die in Artikel 11 der Verfassung erwähnte Todesstrafe durch die Verfassungsmacher geschützt und akzeptiert wird" (Aktenzeichen 1963/207, Urteil 1967/175 Urteilsdatum: 1.7.1963, Nr. 1 der Zeitschrift über die Entscheidungen des Verfassungsgerichtes, Seite 294-297).

In einem früheren Prinzipbeschluss des Verfassungsgerichtes hinsichtlich des Wesens der Freiheiten war erwähnt, dass Bestimmungen, die die Anwendung eines Rechts oder einer Freiheit ganz offen verbieten, oder die Anwendung in verdeckter Form unbrauchbar machen oder ernstlich erschweren und die Verwirklichung der Ziele verhindern, die Eigenschaft haben, das Wesen einer Freiheit zu vernichten (Aktenzeichen 1962/208, Urteil: 1963/1, Datum des Urteils: 4.1.1963, Nr. 1 der Zeitschrift über die Entscheidungen des Verfassungsgerichtes, Seite 61). Bei der Überprüfung, ob die Todesstrafe verfassungswidrig ist oder nicht, wäre es richtiger und sinnvoller gewesen,

wenn die in Artikel 14 der Verfassung aufgeführten Prinzipien "Lebensrecht", "niemand darf gefoltert oder gequält werden" und "es können keine Strafen erlassen werden, die nicht mit der Menschenwürde in Eintracht gebracht werden können", als ganzes bewertet worden waeren. Es ist ohne Zweifel, dass die Urteile des Verfassungsgerichtes nicht unabaenderlich sind und dass sie die in Zukunft zu faellenden Urteile des hohen Gerichts nicht binden können. Es ist vorgekommen, dass bei Lösung eines Problems über die Frage, ob eine Verfassungswidrigkeit vorhanden ist, das Verfassungsgericht im selben Jahr ein Urteil über gefaellt hat, wodurch das vorhergehende selbstaendige Urteil geaendert wurde.

Eine Gelegenheit zu überprüfen, ob die Todesstrafe verfassungswidrig ist, hat sich zum zweiten Mal im Jahre 1972 ergeben. Dieses Gesetz über die Vollstreckung der Todesstrafe Nr. 1576 vom 17.3.1972 war in den ausserordentlichen politischen Umstaenden dieser Zeit verabschiedet; das Verfassungsgericht hat dieses Gesetz nur aus dem Gesichtspunkt der Form kontrolliert und beschlossen, dass das Gesetz im Widerspruch zu Artikel 85 der Verfassung steht, da gegen die Geschaeftsordnung der gesetzgebenden Ausschüsse gehandelt worden war, und entschied zur Aufhebung wegen Formsache (Aktenzeichen 1972/13, Urteil 1972/18 vom 6.4.1972, Nr. 10 der Zeitschrift über die Entscheidungen des Verfassungsgerichtes, Seite 273-293).

Mit Artikel 64 der Verfassung wird die Entscheidung über die Vollstreckung der durch Gerichte verhaengten Todesstrafen der Grossen Nationalversammlung überlassen. In Anbetracht dieser Regel ist es sehr schwer, zu behaupten, dass die Todesstrafe sich auf die Verfassung stützt. Mit Artikel 64 der Verfassung ist es naemlich erforderlich, dass für den Vollzug der Todesstrafen als ergaenzende Bedingung

die Grosse Nationalversammlung mit einem Gesetz darüber gesondert entscheidet. Würde durch eine Gesetzesänderung aus dem Türkischen Gesetzbuch die Todesstrafe entfernt werden, so würde kein Problem der Verfassungswidrigkeit entstehen. Anders' ausgedrückt: Artikel 64 der Verfassung zwingt nicht den Gesetzgeber, dass unbedingt bei der Einordnung der Strafen eine Todesstrafe als Befehl der Verfassung eingeführt wird.

• Ob in den Gesetzen eines Landes die Todesstrafe vorhanden ist oder nicht, ist nicht ein ausserhalb der Tendenzen der öffentlichen Meinung zu lösendes Thema. Es kann nicht gesagt werden, dass bis heute ständige und ernsthafte Bemühungen vorhanden waren, um eine öffentliche Meinung hinsichtlich der Aufhebung der Todesstrafe zu bilden, ausser den im sehr kleinen Intellektuellenkreis vorgenommenen Versuchen. Es ist zu wünschen, dass anlässlich der 100. Jahresfeier der Gründung der Anwaltskammer Istanbul die ersten Schritte für ein solches Unternehmen gemacht werden und dass ohne Unterscheidung von "gewöhnlichen" und "politischen" Vergehen die Aufhebung der Todesstrafe sobald wie möglich realisiert wird.

TÜRKIYE SOSYAL FAKÜLTESİ
TÜSTAV
FARUK ARACI
VAKFI